

HAÏTI

nouvelles
images d'

BULLETIN MENSUEL DU COLLECTIF HAÏTI DE FRANCE
Supplément à Une Semaine en Haïti

SOMMAIRE

P. 1 - 3

Pour tenir, pour construire,
s'enraciner dans sa culture

P. 3 - 5

Actualité du mois

P. 5 - 6

Vu dans la presse et dans l'édition

P. 7 - 8

Le Collectif Haïti de France

EDITORIAL

juin-juillet 2010 - n° 87

Six mois après le séisme, en ce mois de juin de cette année 2010, forcément inoubliable, toute une suite de conférences et autre table-ronde a eu lieu, à Paris notamment. Comme celles organisées par Médecin du Monde, par Haïti Mémoire et Culture ou celle dont vous trouverez l'écho ici. Des Haïtiens engagés dans l'action, des Français, coopérants, spécialistes ou simplement amis d'Haïti, ont apporté information, questions, analyses, inquiétudes et aussi espoir. Ainsi, le 10 dernier, le CEDETIM, l'Association Monique Calixte et le Collectif Haïti de France recevaient l'ex-Première Ministre Michèle Pierre-Louis et la Directrice exécutive de FOKAL, Lorraine Mangonès. Une des principales qualités de cette conférence a été de nous dire qu'il est nécessaire d'accorder priorité aussi au culturel dans un pays comme Haïti, parce que la culture est la part d'Haïti sur laquelle peut s'arc-bouter la reconstruction telle que nous la souhaitons...

Nous ne parlons pas seulement de littérature, peinture, sculpture etc tout cela auquel le plus souvent on fait référence en évoquant la culture haïtienne. nous pensons aussi, par exemple, à toute une mémoire de lutte, à toute une force paysanne, autres éléments vigoureux qui permettraient des actions sans lesquelles la bataille économique, politique, sociale risque de n'être qu'un « lave men siye atè », une sorte de « se laver les mains et les essuyer dans la boue ».

Pour tenir, pour construire, s'enraciner dans sa culture

Reconstruire Port-au-Prince ?

Port-au-Prince où vivait 40% de la population du pays, 90% des universités, 80% de l'administration publique.

Port-au-Prince marquée par 300 000 morts, 600 000

personnes déplacées vers la province et un million d'habitants sans logement et sans eau.

Port-au-Prince assistée par 10 000 ONG (chiffre donné par Edmond Mulet, chef de la MINUSTAH) juste après le séisme dans un pays auquel on a promis 10 milliards de

dollars d'aide.

Un pays gratifié d'une loi d'urgence, d'une Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH) avec deux co-présidents, Mrs. Bellerive et Clinton et où, en novembre sont prévues des élections, élections dont on a toutes les raisons de ne rien attendre.

Voilà le tableau violent que dressait Michèle Pierre-Louis, lors de la conférence organisée le 10 juin à Paris au CICIP (....), par l'association Monique Calixte, le CEDETIM (.....) et le Collectif Haïti de France.

Après avoir retracé l'histoire d'Haïti, celle qui fut Première Ministre d'Haïti du 5 septembre 2008 au 11 novembre 2009, rappelait les invariants répétés qui expliquent son économie de rente incapable d'accueillir des investissements durables, son absence de cadastre et de statut du foncier, son déséquilibre entre la population et le niveau des ressources, son agriculture extensive défricheuse et l'urbanisation sauvage et sans normes de Port-au-Prince.

Puis elle laissait les mots de la femme politique et c'était Michèle Pierre-Louis, fondatrice de Fokal en 1995 et qui en est redevenue la présidente depuis son départ du gouvernement, qui parlait en duo avec Lorraine Mangonès, la directrice exécutive.

Fokal

Dans le contexte sombre du pays, Fokal s'efforce d'ouvrir des pistes. Son nom « Connaissance et Liberté » laisse bien entendre qu'il s'agit de chercher et de trouver comment habiter ce pays « Haïti » dignement et quelle place devraient y avoir la culture et l'enseignement.

Pas de connaissance sans mémoire : ainsi, un des projets de Fokal est la réhabilitation des maisons oubliées, « les gingerbread », traditionnellement construites en bois, en briques et en mortier de chaux et qui ont, elles, résisté au séisme. Faire l'inventaire des 200 maisons restées debout, monter un atelier-école (avec l'aide de l'Institut de Sauvegarde du Patrimoine National, ISPAN, des Compagnons du Devoir Français) pour transmettre le savoir-faire. Renforcer le caractère culturel et artistique de ces quartiers tout en y installant des équipements urbains. Ces quartiers sont des lieux de mixité sociale où les propriétaires se rencontraient pour la première fois autour du projet. Par mixité sociale elles ont voulu dire qu'il y a parmi les propriétaires et locataires une grande diversité d'origine sociale, de niveau académique et de rapport au

pays. Construire un sens d'appartenance à une communauté qui partage ce patrimoine est en soi un défi intéressant.

La Fokal est également coordinatrice, depuis début 2008, de la réhabilitation du quartier de Martissant¹, au sud de Port-au-Prince. On y conjugue le développement des services publics de base, la formation à la citoyenneté, au secourisme, à la protection de l'environnement pour les associations du quartier, les activités pour les jeunes, un centre culturel et l'aménagement d'un parc-jardin. L'ensemble doit permettre aux habitants de ce quartier très difficile d'y trouver un cadre de vie à visage humain .



Michèle Duvivier Pierre-Louis et Lorraine Mangonès

Aujourd'hui deux projets de réalisation de schémas directeurs sont en cours, l'un pour le parc et l'autre pour le quartier – ou l'Agence Française de Développement, AFD, se propose d'investir.

Le séisme a mis à mal le patrimoine culturel de P. au P., autant le patrimoine papier (archives) qu'artistique puisque le Centre d'Art a été détruit et le Musée d'Art Haïtien gravement fissuré.

Dans un premier temps, il faut sauver ce qui peut l'être : le Bouclier Bleu International – sorte de Croix Rouge de l'Art – a réalisé une importante

campagne de levée de fonds et se prépare à créer un centre de réhabilitation en collaboration avec un ensemble d'organismes publics et privés sur le terrain. La Coopération Espagnole a fourni des conteneurs pour entreposer les œuvres, mais ces conteneurs doivent être aménagés et conditionnés de manière appropriée à l'entreposage. Et les collections doivent être inventoriées, les restaurées, tandis qu'il faudra reconstruire et équiper des espaces de stockage et d'exposition plus durables. Une trentaine de volontaire seront mobilisés sous peu par les réseaux du Bouclier Bleu International. Pour sauver le patrimoine, il faut aussi retisser les liens entre les organisations publiques et privées et Fokal s'emploie à servir d'interface à cette démarche.

Sauver ce patrimoine, c'est vouloir qu'il vive, qu'il soit une richesse pour le pays, pour ses habitants. Le patrimoine culturel des lieux historiques, par exemple, n'est pas géré. Pourtant, les forts et la citadelle attirent les visiteurs. Fokal a deux projets de schémas d'aménagement et de mise en valeur, de deux communes hautement symboliques de par leur rôle dans l'histoire, Marchand-Dessalines², première capitale historique d'Haïti, et le Môle Saint Nicolas où Christophe

1. Cf l'article de NIH n° 64 de mars 2008.

2. Marchand Dessalines est à un endroit où ne passe pas la faille traversant le Sud et se trouve aussi à grande distance de la faille du Nord qui passe dans l'océan en longeant la côte Nord. Dessalines y a construit 5 majestueuses forteresses qui dominent les piémonts autour de la ville.

Colomb arriva à bord de la caravelle Santa Maria. L'ancre de ce vaisseau amiral y a été retrouvée. Une commune est à l'intérieur des terres, l'autre au bord de la mer devant le Canal du Vent, espace géographique le plus convoité de l'histoire d'Haïti par toutes les grandes puissances. Ces projets se feraient avec des élus et des acteurs locaux sous la direction du Comité Interministériel pour l'Aménagement du Territoire (CIAT).

Gouvernance ?

Après l'évocation des projets auxquels Fokal est liée, la parole redevient politique tout naturellement, au sens grec du gouvernement de la cité. Elle n'avait jamais cessé de l'être puisqu'il s'agit de penser autrement la relation de P. au P. avec le reste du pays, pour que soit enfin mis en place une réelle décentralisation.

L'ancienne première ministre sait que pour y parvenir, Haïti doit arriver à se créer une véritable classe moyenne afin que cesse cette sempiternelle opposition entre « l'élite » et « la masse ». Il ne peut y avoir de responsables locaux, d'intermédiaires actifs, d'initiatives populaires abouties sans classe moyenne. Et il n'y aura pas de classe moyenne sans une éducation pour tous ni sans formation professionnelle.

Elle ajoute, et ce n'est pas rien, la nécessité d'un schéma d'aménagement du territoire : pour un pays bouleversé par le séisme, quelles terres pour l'agriculture, quelles terres

pour l'habitat ? Qui fera les propositions, qui arbitrera les choix et qui les effectuera ?

Comment habiter ce pays, voilà le cœur des questions posées à Haïti et son corollaire : comment répartir les richesses et qui fait cette répartition ?

Les conférencières constatent que cette répartition des richesses est en principe faite par l'Etat, mais la pression fiscale est faible en Haïti. Il y a une économie souterraine importante et quant aux fonds qui arrivent et arriveront, il semble que la commission des marchés publics ait été mise de côté et donc que toutes sortes de contrats peuvent être passés sans contrôle.

Elles redisent alors combien elles déplorent l'erreur selon laquelle les priorités sont essentiellement d'ordre économique, la culture est superflue, secondaire en tout cas. Pour construire, il faut des racines. Dans un pays en souffrance, c'est dans sa culture que ses habitants trouveront la force de reconstruire, ou plutôt de construire. Cette conviction nous a renvoyés aux propos et au travail de Hérold Toussaint³, un professeur d'université que nous avons reçu quelques mois avant le séisme. Il est frappant et peut-être significatif d'entendre combien, pour ces Haïtiens si engagés dans la construction d'une autre Haïti, la culture et la connaissance partagées sont facteurs de l'accès à l'autonomie et à un développement capable de résister aux secousses d'où qu'elles viennent.

3. Cf NIH n° 86 de mai 2010

ACTUALITE DU MOIS...

Six mois après le séisme, la saison cyclonique menace les efforts de reconstruction

Au moment où une commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (Cirh) - décriée par divers secteurs pour les pouvoirs exceptionnels (proches d'une mise sous tutelle) que lui a donnés la présidence -, entame ses travaux le 17 juin à Port-au-Prince, plus de 5 mois après le tremblement de terre du 12 janvier 2010, des dizaines de milliers de personnes déplacées se trouvent encore dans des abris de fortune dans la zone métropolitaine de la capitale. Malgré la fin de la période d'urgence post-séisme, la population se retrouve dans l'expectative et l'incertitude quant aux actions durables gouvernementales. Différentes rues de la capitale demeurent encombrées de débris, beaucoup de maisons grandement fissurées ne sont pas encore détruites. Des cas de problèmes respiratoires sont recensés dans les camps de personnes déplacées, tandis que des dizaines de jeunes, contraints à se réfugier dans ces espaces provisoires, auraient succombé des suites du choc du tremblement de terre, suivant les informations disponibles. Les établissements scolaires, qui ont rouvert leurs portes en avril, se préparent à boucler, en août 2010, une année académique perturbée. Les promesses d'apport de 10 milliards de dollars américains (US \$ 1.00 = 41.00 gourdes. 1 euro = 55.00 gourdes aujourd'hui), faites par la communauté internationale à la

rencontre des bailleurs de fonds à New York le 31 mars, ne sont pas encore matérialisées, à l'exception du Brésil et du Venezuela. Le premier a confié un montant de 55 millions de dollars à la Banque Mondiale pour la reconstruction, et le second a éliminé la dette pétrolière d'Haïti - estimée à 395 millions de dollars américains - et annoncé la création d'un fonds de 2,6 milliards de dollars pour assister Haïti sur les cinq prochaines années.

Le don de semences par Monsanto menace de renforcer la dépendance alimentaire en Haïti

Pendant que l'accent est mis sur des tâches de reconstruction nationale, environ 5 mois après le tremblement de terre du 12 janvier 2010, le Mouvement paysan de Papaye (Mpp) estime que la dépendance alimentaire d'Haïti risquerait d'être renforcée avec le don de 475 tonnes de semences de maïs hybride, "un cadeau empoisonné pour l'agriculture nationale", offert par la transnationale Monsanto. Pour le Mpp, ce sont les habitudes alimentaires autochtones et l'agriculture nationale proprement dite qui pourraient être affectées. C'est également "la souveraineté alimentaire nationale qui risque de céder le pas aux forces du capitalisme

néolibéral, si l'on n'y prend pas garde", s'inquiètent les organisations paysannes et les mouvements sociaux en Haïti. Le Mpp a pu mobiliser, le vendredi 4 juin 2010, plusieurs milliers de paysans qui ont symboliquement brûlé une partie des semences offertes par Monsanto au ministère haïtien de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural (Marndr).

Un projet de nouvelle capitale

Dans le cadre du plan de reconstruction post-séisme, qui n'est pas encore connu du grand public, une nouvelle Port-au-Prince devrait voir le jour avec plusieurs organismes publics, des quartiers d'affaires, de nombreux hôtels donnant vue sur la mer (la baie de la capitale), de l'électricité publique 24 h / 24, l'aménagement de parcs et d'espaces verts, sans oublier des dispositions appropriées de sécurité publique. Une partie de la capitale, notamment le bas de la ville, sera bientôt déclarée d'utilité publique afin de lancer de grands chantiers de rénovation. C'est l'annonce faite, le 2 juin à Punta Cana (République Dominicaine / RD) par le premier ministre Joseph Jean Max Bellerive, au cours du sommet sur la reconstruction nationale. Un montant de 100 millions de dollars américains devrait être décaissé pour reconstruire le centre-ville de Port-au-Prince.

Sonia Pierre, principale dirigeante du Mudha, décorée

2 jours après la rencontre internationale sur Haïti, déroulée à Punta Cana, la militante dominicaine des droits humains, d'origine haïtienne, Sonia Pierre, principale dirigeante du mouvement de femmes dominico-haïtiennes (Mudha, en espagnol), a été honorée, le vendredi 4 juin 2010, par le président de la République, René Garcia Préval, ainsi que par le ministère à la condition féminine et aux droits des femmes. Née, sur le territoire dominicain, en 1963 de parents haïtiens, et militant, depuis l'âge de 13 ans, en faveur du respect des droits des dominico-haïtiens en territoire voisin d'Haïti, Sonia Pierre appelle «les femmes à s'organiser davantage en vue de lutter contre le phénomène de la violence quotidienne qu'elles subissent».

Encourager les comportements responsables

A travers son comité thématique d'éducation et de sensibilisation, le secrétariat permanent de gestion des risques et désastres (Spgrd) en Haïti décide de mettre en œuvre, à partir du 4 juin 2010, des méthodes de rapprochement avec la population, en vue d'encourager des comportements responsables pendant la saison cyclonique 2010 (1er juin – 30 novembre), apprend l'agence en ligne AlterPresse.

Les doutes face aux prochaines élections

La présidence haïtienne, qui devait incessamment publier un arrêté invitant la population à se rendre aux urnes en novembre 2010, serait confrontée aujourd'hui à un hic, suite à un récent rapport de la commission des affaires étrangères des Etats-Unis d'Amérique. Celle-ci demande des « restructurations appropriées au sein du Conseil électoral provisoire » (Cep), revendication sans cesse formulée par plusieurs partis politiques nationaux depuis de nombreux mois. Avec la

participation de quels partis et regroupements politiques, vont se tenir la prochaine présidentielle et les législatives partielles, annoncées pour le dimanche 28 novembre 2010 ? C'est la question à l'ordre du jour cette semaine, au lendemain de la décision du président René Garcia Préval de mettre en branle, sans aucune concertation avec les secteurs politiques concernés, un processus pour y arriver. Mettant en doute la crédibilité du Conseil électoral provisoire (Cep), qui avait organisé les sénatoriales partielles d'avril 2009 et auquel les prochaines consultations viennent d'être confiées, la plupart des partis et regroupements politiques réaffirment leur volonté de ne prendre part à aucun scrutin, conduit par les actuels dirigeants du Cep. Encore moins, ceux, catalogués dans le camp de l'opposition, n'entendent point se rendre aux urnes avec l'actuelle administration.

La France mis en cause dans l'accueil des Haïtiens

Le mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap) interpelle le ministre français de l'immigration, Eric Besson, sur la situation jugée inacceptable des Haïtiens vivant en France et faisant continuellement face à des refus administratifs récurrents et arbitraires, les guichets urgence-Haïti n'ayant duré que quelques jours.

Décès de Marc Louis Bazin

L'homme politique haïtien, Marc Louis Bazin, est décédé d'un cancer à l'âge de 78 ans (il naquit le 6 mars 1932), tôt dans la matinée du mercredi 16 juin 2010, dans sa résidence privée à Laboule (périphérie est de la capitale).

Ancien Premier ministre (juin 1992/juin 1993) durant la période du coup d'État militaire (1991/1994), ancien haut fonctionnaire de la Banque mondiale, ministre des Finances sous la présidence de Jean-Claude Duvalier, ministre de la planification après la réélection contestée de Jean Bertrand Aristide (2001) et candidat malheureux à la présidentielle de 2006, Bazin dirigeait le parti mouvement pour l'instauration de la démocratie en Haïti (Midh), qu'il avait fondé à son retour en Haïti en 1986.

Les dangers de la saison cyclonique

En cette fin du mois de juin 2010, une onde tropicale dans la région provoque des pluies incessantes, accompagnées d'orages, de vents violents et d'inondations sur l'île (Haïti et la République Dominicaine). La protection civile a lancé une alerte jaune pour 5 départements géographiques (Artibonite, Nord, Nord-Est, Nord-Ouest, Centre) et une alerte orange pour les 5 autres départements (Ouest, Sud-Est, Sud, Nippes et Grande Anse). Cependant, une jeune femme, qui traversait une rivière à Léogane (à une trentaine de kilomètres au sud de la capitale) a été emportée par les eaux en furie, en fin de semaine écoulée, au moment d'une averse ayant duré moins d'une demi-heure, selon des informations de la protection civile locale. L'une des inquiétudes, liées aux pluies, est le risque d'insécurité alimentaire. Le programme alimentaire mondial (Pam) a, d'ailleurs, pré-positionné des millions de tonnes de rations alimentaires en des points stratégiques du territoire national.

L'ouverture d'un service de communication informatique

Une unité mobile multimédia, appelée « Télécentre mobile », « un espace communautaire de services de communication/éducation par ordinateur », a commencé à se déployer cette semaine dans des camps de personnes déplacées dans la capitale, à l'initiative du Groupe Médialternatif.

Le télécentre mobile doit faciliter « l'accès assisté aux outils technologiques dans le contexte de crise humanitaire, afin d'augmenter le niveau d'information des bénéficiaires, contribuer à leur sensibilisation, au renforcement des liens sociaux et accroître leur potentiel de connaissances et de maîtrise de leur environnement ».

L'Espagne fait don de containers

Fin juin 2010, l'Espagne a offert à Haïti 40 containers pour un coût avoisinant les 300 000 euros (US \$ 1.00 = 41.00; 1 euro = 55.00 gourdes aujourd'hui) pour conserver et préserver des intempéries des objets du patrimoine national, apprend AlterPresse.

L'urgence d'un plan d'aménagement du territoire

Environ six mois après le tremblement de terre du 12 janvier 2010, les institutions étatiques compétentes en Haïti n'ont pas encore fait part, publiquement, de la politique de logement, envisagée dans le cadre de la reconstruction, ni des normes recommandées dans l'occupation de l'espace sur le territoire national. Au lendemain de la catastrophe du 12 janvier 2010,

l'Etat haïtien aurait dû « prendre des mesures de guerre » et étatiser totalement les terres pour redéfinir l'occupation de l'espace bâti, déplore le juriste et sociologue Jean Simon Saint-Hubert. Il convient de parvenir, dans le meilleur délai, à l'élaboration d'un plan d'aménagement du territoire et d'une politique de gestion du territoire, souhaite-t-il.

Le 30 juillet 2010 est la date retenue pour la relance, à Port-au-Prince, des travaux de la commission mixte bilatérale, suspendus depuis 2000, annoncent les autorités haïtiennes et dominicaines à l'issue d'une rencontre, le lundi 29 juin 2010 en république voisine entre le président dominicain Leonel Fernandez Reyna et son homologue haïtien René Préal. Tous les accords, préalablement conclus entre les deux Etats, devraient être révisés à cette occasion, selon les informations publiées par les médias dominicains. La reconstruction et l'aide dominicaine seront au centre des activités de la commission mixte bilatérale, dont la charge a été confiée aux ministres de planification haïtien, Joseph Jean Max Bellerive (également chef du gouvernement en Haïti), et dominicain, Temístocles Montas. La commission demeurera toutefois concentrée sur les sujets, liés notamment à la migration, à la sécurité frontalière et aux échanges commerciaux.

Des structures étatiques pour défendre les citoyens

L'office de la protection des citoyennes et citoyens (Opc) vient de procéder à l'installation de structures communales étatiques de vigilance de droits humains en trois points frontaliers : à Anse-à-Pitres (frontière commune avec Pedernales) le 29 juin, à Belladère (Commendador/ Elias Pina) le 24 juin et à Ouanaminthe (Dajabon) le 17 juin 2010.

VU DANS LA PRESSE ET DANS L'EDITION...

« La reconstruction d'Haïti est au point mort faute de coordination »

Interview de Michèle Striffer, vice-présidente de la commission développement du Parlement Européen par Xavier Harel in *La Tribune*, 1^{er} juillet 2010

Vous rentrez d'une mission de trois jours à Haïti. Quelle est la situation six mois après le tremblement de terre ?

Sur le plan humanitaire, les organisations non gouvernementales ont fait un travail remarquable. ce que nous avons pu voir nous a agréablement surpris. Le tremblement de terre n'a pas débouché sur une crise sanitaire. Il n'y a pas eu d'épidémie. Notre mission a visité des camps humanitaires bien organisés. Nous avons également rencontré des ingénieurs qui évaluent l'état des maisons pour savoir si elles peuvent être réhabilitées ou doivent être détruites. Les 400 millions d'euros alloués à l'aide humanitaire par l'Union Européenne (commission européenne et pays membres) sont bien utilisés.

Comment se passe la reconstruction ?

[...] La communauté internationale a fait venir sur l'île un très grand nombre de bulldozers et de pelleteuses pour dégager les personnes prises au piège dans les bâtiments effondrés juste après le séisme. Mais tout le matériel est reparti si bien que les Haïtiens dégagent aujourd'hui des montagnes de gravats avec des pelles et des brouettes. A ce rythme, il faudra encore des années. [...]

Comment expliquez-vous un tel retard ?

Il n'y a aucune coordination. La commission intérimaire pour la reconstruction a vu le jour la semaine dernière. Six mois après le tremblement de terre ! [...] Mais ils en sont encore à travailler sur le règlement interne. C'est pathétique ! [...] Et les représentants du gouvernement haïtien ne semblent préoccupés que par les élections présidentielles et législatives du 28 novembre. [...]

Haïti ou les limites de la solidarité internationale

Editorial, Le Monde, 12 juillet 2010

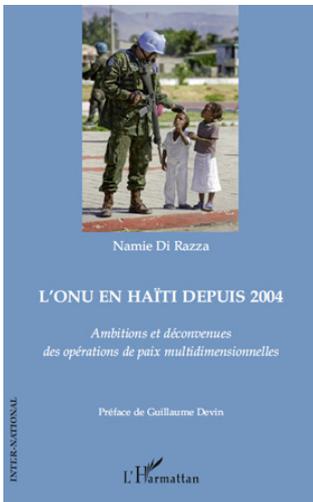
[...] Incapables, pour certains de faire face à la situation, les donateurs et les acteurs de terrains se rejettent la responsabilité du manque de planification.

Censée dynamiser la « refondation » du pays et rassurer les bailleurs de fonds, la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti, coprésidée par l'ancien président américain Bill Clinton et le premier ministre haïtien, Jean-Max Bellerive, incarne l'ambiguïté du rapport entre la

communauté internationale et la première république noire de l'histoire. Celle-ci revendique sa souveraineté tout en étant incapable de l'exercer. Ce n'est pas une surprise : on savait qu'Haïti ne se relèverait pas de ses cendres facilement et que la communauté internationale aurait à faire preuve, l'émotion passé, de générosité, de savoir-faire et surtout de constance. Nous y sommes.

L'ONU en Haïti depuis 2004 : ambitions et déconvenues des opérations de paix multidimensionnelles

Nami Di Razza, L'Harmattan, mai 2010



Les missions de paix déployées par l'ONU peuvent-elles véritablement être considérées comme la panacée indiscutable pour une résolution durable des conflits ?

Par une nouvelle stratégie de maintien de la paix, fondée sur des opérations dites « intégrées », les Nations-Unies veulent désormais se donner les moyens de construire une paix multidimensionnelle, dans une ambition renouvelée de traiter les crises dans leur ensemble – tant sur le plan

sécuritaire, que politique et socioéconomique.

Cette analyse du cas particulier de la MINUSTAH, Mission

des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti, tend à nuancer la pertinence de ces actions et à mettre en lumière les déconvenues auxquelles les Casques bleus peuvent faire face, malgré leur activisme.

Le *peace-keeping*, le *peace-enforcement* et le *peace-building* étaient censés répondre à l'évolution de la violence qui, de politique, est devenue criminelle, puis sociale. Le *state-building*, l'*institution-building* et le *capacity-building* devaient refonder le cadre national nécessaire pour pérenniser la sécurisation imposée par l'ONU, de l'État et ses institutions jusqu'aux structures locales.

Cela n'a pas suffi à répondre aux carences structurelles sous-tendant la crise haïtienne : les besoins criants des individus en matière de développement, qui tant qu'ils ne sont pas satisfaits, nourriront durablement une violence sociale endémique. Alors, dans l'objectif d'une résolution globale de la crise, les soldats de la paix sont-ils en mesure d'aller jusqu'à mettre en oeuvre le redressement économique ?

Le *peace-keeping*, ou « maintien de la paix », est l'action menée pour préserver la paix une fois instaurée : des forces sont déployées pour garantir et surveiller l'accord de paix ou le statu quo entre les parties au conflit

Le *peace-enforcement*, ou « imposition de la paix », est l'action menée pour instaurer la paix : des forces internationales sont déployées pour imposer la paix de façon coercitive.

Le *peace-building*, ou « consolidation de la paix », est l'action menée après les conflits, en vue de renforcer les structures propres à raffermir la paix, afin d'éviter une reprise des hostilités : les infrastructures sécuritaires, politiques et économiques, censées assurer la durabilité de la paix, sont ainsi renforcées.

Le *state-building* (renforcement de l'Etat) est la mise en place d'un Etat viable, par des élections démocratiques et un renforcement de la gouvernance par exemple.

L'*institution-building* (renforcement des institutions) est la mise en place d'institutions viables, par le renforcement de la police et de la justice par exemple.

Le *capacity-building*, ou « renforcement des capacités » (de l'Etat, des institutions, etc.), consiste à apporter soutien logistique, financier ou autre aux acteurs locaux, pour renforcer leurs capacités.

LE COLLECTIF HAÏTI DE FRANCE...

Nouveau site internet du Collectif Haïti de France !

Le nouveau site internet du Collectif Haïti de France a été mis en ligne le vendredi 18 juin 2010. Il est accessible à l'adresse suivante : www.collectif-haiti.fr

Qui dit nouveau site, dit amélioration, simplification, mise à jour et nouvelle mise en forme. Nous vous laissons le loisir d'apprécier par vous-même l'ensemble des ressources du site, mais en voici les principales nouveautés :

1/ En page d'accueil :

- La rubrique « *Actualités* » : cette rubrique présente les différentes actualités que nous recevons des associations / ONG / institutions / syndicats haïtiens et des associations partenaires en France concernant les haïtiens en France. Elle est mise à jour tous les 2/3 jours. Désormais, la recherche d'une actualité est simplifiée grâce à un moteur de recherche par thème. Il suffit de cliquer sur « voir toutes les actualités » et vous arrivez sur le moteur de recherche : vous pouvez également retrouver les 3 actualités les plus récentes sur leurs pages respectives. Exemple: si vous recherchez les actualités du thème « *Haïtiens en France* », vous verrez apparaître l'ensemble des actus des plus récentes aux plus anciennes. Les trois premières sont également directement accessibles sur la page « France hexagonale » de la rubrique « *Haïtiens à l'étranger* ».

- La rubrique « *Nouvelles Images d'Haïti* » : Le Collectif Haïti de France diffuse chaque mois son bulletin « *Nouvelles Images d'Haïti* », qui permet d'approfondir une thématique particulière, parfois évoquée dans les « *actualités* ». Les internautes peuvent lire l'éditorial. Les adhérents peuvent retrouver tous les bulletins mensuels du Collectif Haïti de France en ligne avec leur login et mot de passe.

- Le *Forum* est plus facile d'utilisation et plus « dynamique », avec des espaces thématiques : actualité en Haïti; démarches administratives; Foire aux questions; petites annonces. Cet espace est ouvert à tous, et permet d'échanger entre vous et entre nous, dans l'esprit de l'axe 1 du CHF, c'est-à-dire mutualiser les compétences, les savoirs-faire, les moyens humains et financiers.

- La rubrique « *Zoom sur...* »: Le but est de présenter une association membre du CHF à chaque nouvelle connexion de votre part. Pour apparaître dans cette rubrique, les associations membres doivent renseigner au mieux leur « fiche association ». Pour cela, il faut aller dans « espace adhérents > modifier ma fiche association ». Vous devez alors obligatoirement renseigner le champ « courte description » pour apparaître dans le zoom. Nous vous conseillons aussi de mettre votre logo et le plus de détails possibles sur vos projets.

- La rubrique « *Devenez Solidaires des éleveurs haïtiens!* » :

Retrouver toutes les informations du projet de reconstruction de la filière LAIT de l'ONG haïtienne Veterimed que nous soutenons.

2/ Dans la rubrique « *Collectif Haïti de France* » : Retrouvez toutes les informations nécessaires pour comprendre quels sont nos axes de travail, nos partenaires en Haïti et en France, qui sont les regroupements d'associations franco-haïtiennes partout en France, notre mode de fonctionnement et comment nous soutenir

3/ Dans la rubrique « *Haïti* » : Vous pourrez y lire l'histoire d'Haïti. Nous avons, ici, consacré des pages à des thématiques qui nous sont chères : les droits de l'Homme, la culture, les médias haïtiens. Là encore, vous pourrez accéder au moteur de recherche pour les autres thématiques concernant Haïti (éducation, agriculture, politique nationale, politique internationale, etc.)

4/ Dans la rubrique « *Haïtiens à l'étranger* » : Il s'agit ici de faire un focus sur les Haïtiens qui ne sont plus en Haïti mais en République Dominicaine, en France hexagonale, en Guyane, en Guadeloupe/ Martinique / St Martin etc. Vous pourrez apprendre ou redécouvrir les réalités auxquelles ils font face, notamment pour tout ce qui est accès aux titres de séjours ou au droit d'asile. Dans chaque sous rubrique, il y a une partie « actualités », qui vous permet de connaître immédiatement les nouveaux articles sur le pays choisi : par exemple « Haïtiens en République Dominicaine ».

5/ Dans la rubrique « *Associations* » : Il s'agit de la liste de toutes les associations franco-haïtiennes sur le territoire français qui ont souhaité apparaître sur notre site. Actuellement, il y a environ 160 associations recensées. Vous pouvez faire des recherches par thème des projets, par localité en France et en Haïti etc...

- Nouvelle sous-rubrique! « *Actualités des associations* » : Les associations membres ont une fiche association dans notre annuaire, plus exhaustive que les autres associations. Si cette fiche association est bien renseignée, elle n'a pas de raison de beaucoup changer. Mais parfois, des nouvelles fraîches arrivent: un nouvel élément dans un des projets soutenus? Une assemblée générale qui a abouti à une nouvelle décision importante? Des partenaires haïtiens de passage en France? Une partie de votre équipe partie en mission? Désormais, retrouvez les « actualités des associations membres » dans « associations : actualités ». Pour inscrire vos actualités, allez dans « espace adhérents > modifier ma fiche association ».

- Pour vous aider dans vos projets : Dans cette page, vous trouverez certaines informations (structures et documents) pouvant vous aider dans vos projets et vos réflexions.

- Rencontres Nationales des Associations: Tous les 2 ans, dans le cadre de son axe de travail « mise en réseau des acteurs », le Collectif Haïti de France organise de grands temps forts appelés « Rencontres Nationales des acteurs de

la solidarité avec Haïti ». Retrouvez dans cette sous-rubrique les comptes-rendus et interventions de 2006 et 2008.

6/ La rubrique « *infothèque* » est inchangée : bibliographie et photothèque

7/ La rubrique « *En pratique* » va vous permettre de trouver des informations sur « Se rendre en Haïti », « démarches administratives (adoption, mariage franco-haïtiens, etc.) et « vie haïtienne en France » (commerces haïtiens , etc.)

8/ Dans l'*Espace Adhérents* : Pour accéder à l'Espace Adhérents, vous devez être membre du Collectif Haïti de France et utilisez vos login et mot de passe. Si vous ne vous souvenez plus de vos identifiants, redemandez-les à infocom@collectif-haiti.fr

- Pour vos actions de sensibilisation en France (anciennement appelée « outils ») : organisés dans une base de données permettant une recherche multicritères, ces outils sont ceux que nous utilisons, essentiellement dans nos associations pour parler d'Haïti, pour sensibiliser notre public, pour récolter des fonds et pour expliquer les grandes questions que posent les rapports Nord-Sud grâce à l'exemple haïtien. Beaucoup de choses sont imaginées par les associations, il n'est pas toujours utile de réinventer la roue... Un simple échange peut quelquefois suffire. Cette base de données se propose de participer à cet échange.

- Pour de meilleurs projets en Haïti (anciennement « fiche technique ») : Des documents sont élaborés au fur et à mesure des débats ou de questions qui peuvent surgir. Ils sont destinés à répondre à des questions pratiques concernant des projets et des partenariats avec Haïti ou sur le contexte haïtien en soi. Le Collectif peut en rédiger, mais vous pouvez y contribuer aussi!

- Les anciennes petites annonces : Il s'agit de toutes les petites annonces que les associations ont diffusées via le Collectif Haïti de France : un voyage solidaire en Haïti en perspective, l'envoi d'un container à partager, la recherche d'un stagiaire etc.

- Nouvelle sous-rubrique! Donner des nouvelles de votre association dans la rubrique « actualité de mon association » : Vous avez du nouveau à partager concernant le projet en Haïti? Concernant votre partenaire? Un compte-rendu d'AG à diffuser? Annoncez cela dans « actualité de mon association », elle apparaîtra dans la page d'accueil

Nous vous invitons à nous faire part de votre avis sur ce nouveau site, qui est également le vôtre, en tant que tribune pour votre association et en tant qu'outil réel d'échange d'informations et d'outils, entre vous, entre nous. Afin d'actualiser le site régulièrement pour rester au plus proche de la réalité d'Haïti, nous vous invitons à nous

transmettre toute information, photo... susceptibles d'en améliorer le contenu.

Les événements du CHF à venir

Soirée de lancement de la nouvelle campagne «Solidaires des éleveurs Haïtiens»

Le Collectif Haïti de France, en partenariat avec Agriculteurs et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF) soutient Veterimed à travers les programmes « Solidaires des éleveurs Haïtiens » et « Lèt ago ».



Dans ce cadre, une soirée de lancement pour la

nouvelle campagne sera organisée le samedi 11 septembre 2010, à partir de 18h00, au CICP, 21 ter, rue Voltaire 75011 Paris.

Le programme reste à définir, mais cette soirée promet d'être festive autant qu'informative. Toutes les personnes intéressées pour participer à l'organisation, la mise en place, et la participation directe (témoignages) de cette soirée sont les bienvenues.

Merci d'en faire part à Quentin Léal, chargé d'information et de communication, par téléphone au 01 43 48 31 78 ou par mail à infocom@collectif-haiti.fr

Les 3ème Rencontres Nationales des acteurs de la solidarité avec Haïti

Après 2006 et 2008, les Rencontres Nationales organisées par le CHF sont de retour ! Organisées le vendredi 12 et le samedi 13 novembre 2010 à Gaillac (Tarn - 81), elles auront pour thème : « **Des projets et des Hommes : pour un partenariat constructif en Haïti** ».

Ces événements sont accessibles en détail sur le site du Collectif Haïti de France (www.collectif-haiti.fr) dans la rubrique « Agenda ».

Nous vous tiendrons informés des détails dans les semaines à venir.

Nouvelles Images d'Haïti est un bulletin du Collectif Haïti de France
21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris - Tel : 01 43 48 31 78
infocom@collectif-haiti.fr / www.collectif-haiti.fr